

Pour 2012, une rupture nécessaire...

Chère camarade, Cher Camarade,

Il y a tout juste un an, une page de l'histoire allait s'ouvrir. Les Tunisiens, les Egyptiens dans leur sillage, se débarrassaient de despotes en place depuis plus de trente ans... Les révolutions arabes, au cœur desquelles une jeunesse en quête de liberté, de dignité et de démocratie, ont marqué l'année qui vient de s'écouler. Cette vague d'espoir tranche avec les effets de la crise qui frappe notamment l'Europe. La soumission aux marchés financiers, orchestrée par le duo Merkel-Sarkozy, fait plonger les gouvernements (Grèce, Italie...), fait vaciller la démocratie, impose des technocrates chargés de tailler dans les dépenses publiques et augmente les prélèvements et les tarifs des services publics (énergie, transport...) notamment pour les ménages, fragilisant d'autant les plus faibles.

Lors de ses « vœux aux français », la soudaine attention du chef de l'État pour le sort des chômeurs ne manque pas de cynisme devant ses propres responsabilités. Entendre Nicolas Sarkozy critiquer la déréglementation financière et se faire le chantre de la taxation des transactions financières n'est pas crédible. Considérer la destruction de notre système de retraite comme « un mal pour un bien » est méprisant pour les millions de manifestants qui l'ont défendu. Lucide, la population connaît les risques que lui fait subir celui qui, au pouvoir depuis cinq ans, se présente comme le seul capable de diriger le pays. La hausse dramatique du chômage, touchant particulièrement la jeunesse, les pertes de pouvoir d'achat... obligent à rompre avec la politique menée.

Partout sur le globe comme dans les pays du sud-est de la Méditerranée, rien n'est déjà écrit en 2012 comme en 2011...! Rassemblés, nous pouvons changer le cours des événements. En ce début d'année, mes vœux vont à tous ceux qui s'engagent, résistent, luttent pour plus de justice sociale et d'égalité.

Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, 2012 débute sous les effets de la nouvelle mandature au CNU et de sa Conférence Permanente (CP-CNU) faisant une large place au SNESUP dans son bureau et lui confiant sa présidence. Il y a moins de trois semaines, les établissements étaient sommés de remonter les listes des enseignants-chercheurs évaluable. À ce jour, la procédure est suspendue. Ce délai doit être mis à profit pour battre en brèche la vision répressive et inégalitaire du gouvernement et faire avancer nos propositions pour aider les collègues. Laurent Wauquiez, interrogé sur l'usage de l'évaluation individuelle, a été contraint de rappeler qu'elle « ne saurait servir de fondement à une modulation des services des enseignants-chercheurs », réaffirmant le résultat obtenu en 2009.

Des établissements en déficit sont mis sous tutelle ou soumis à de graves difficultés pour boucler les budgets 2012, contraints de supprimer des milliers d'heures de formation et de geler de nombreux emplois qui ne seront pas mis aux prochains concours. Les jeux d'écriture ne peuvent camoufler une réalité dramatique pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Que faut-il souhaiter pour 2012 aux nouveaux

qualifiés par le CNU qui ne pourront être recrutés ? Que faut-il souhaiter aux étudiants qui vont voir leurs conditions d'encadrement se dégrader et leur chance d'obtenir un diplôme nourri par la recherche s'amenuiser ?

Ce constat est à mille lieux de l'autosatisfaction affichée devant le nombre d'établissements passés aux « responsabilités et compétences élargies », alors qu'ils doivent se contenter de chercher des « marges de manœuvre » pour gérer la pénurie ou encore - pour reprendre les propos tenus par le président de la CPU dans la presse - « supprimer un poste de professeur d'histoire du droit pour créer un poste de directeur informatique » (Louis Vogel, Le Monde 1^{er} janvier 2012). Est-ce cela que souhaite la communauté pour les universités, pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche ?

Faut-il pour autant réduire les tares de la loi LRU à la seule dimension budgétaire ? Si l'autonomie budgétaire qu'on présente indûment comme une conquête va de pair avec le désengagement patent de l'État, cette loi (accompagnée de ses textes d'application) constitue en même temps une entreprise de caporalisation des libertés scientifiques et pédagogiques, de démantèlement des cadres réglementaires (recrutements, diplômes, établissements dérogatoires...) vecteurs d'inégalités et de mise en concurrence systématique. C'est tout cela, et la scandaleuse contre-réforme de la formation des maîtres, qui ont conduit la communauté universitaire, par ailleurs jamais consultée, à se mobiliser en 2009. Il convient de bien garder à l'esprit l'immense attente d'une communauté sous le feu nourri d'attaques récurrentes depuis une dizaine d'années qui se poursuivent aujourd'hui enrobées de propagande mensongère autour des investissements d'avenir et de la « refondation » de la licence.

L'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche est un enjeu majeur pour les prochaines échéances. Il fait apparaître plusieurs exigences portant sur son indépendance, sur la liberté et la capacité de la recherche à explorer le champ sans limite de la connaissance, sur le développement de formations (initiale, continue, VAE, FTLV...) en lien avec la recherche, sur son apport à l'esprit critique et citoyen. C'est donc d'une rupture que le pays a besoin et non d'aménagements à la marge. Elle passe notamment par l'abrogation du pacte pour la recherche, de la loi LRU, par l'arrêt immédiat des processus dits "d'excellence" pour stopper le creusement des inégalités entre établissements.

À chacun d'entre vous, à vos proches, je présente mes meilleurs vœux pour 2012. Que les valeurs qui nous animent, de solidarité, d'enrichissement mutuel entre les peuples, de démocratie, de coopération et de progrès au service de tous, trouvent par nos luttes leurs concrétisations attendues et rendent une alternative possible.

Bien cordialement.

Stéphane Tassel, Secrétaire général du SNESUP-FSU